

Journal d' Iran

N° 95 du 05 au 25.04.2012

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_iraniens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

1 Déclaration,

1-1 Tudeh : Lutter de toutes nos forces contre la guerre et les aventures militaires dans la région du Golfe persique

2 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

2-1 Julie Lévesque : À court de cibles », les services secrets israéliens « diminuent les assassinats » en Iran.

2-2 Amar DJERRAD : L'échec du stratagème « Grand Moyen-Orient » sous le fallacieux prétexte de « l'arm

3 Annexe

3-1 Dr. Paul Craig Roberts : Washington nous mène dans un monde hors-la-loi.

1 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

1-1 Tudeh : Lutter de toutes nos forces contre la guerre et les aventures militaires dans la région du Golfe persique et au Moyen-Orient !

Les événements de ces dernières semaines, telles les nouvelles portant sur les troubles en Syrie et le programme « nucléaire » de la République islamique Iranienne sont des signes de tensions sans précédent dans la région et d'un risque de déclenchement d'une guerre désastreuse et meurtrière qui pourrait facilement s'étendre et prendre des dimensions mondiales.

Les menaces explicites des décideurs américains, britanniques et français sur la nécessité de renforcer les actions contre l'Iran et la Syrie sont à l'origine d'une situation dangereuse dans la région et

particulièrement pour ce qui est de notre pays, qui ne peut être ignorée. L'extension des sanctions contre la République islamique iranienne a sans aucun doute causé des troubles économiques sérieux en Iran.

Une hausse inédite du prix des monnaies étrangères, en d'autres termes la dévaluation de la monnaie Iranienne, et par conséquent la hausse des prix des biens de consommation, au moment où le chômage

atteint des records historiques et où les usines ferment les unes après les autres, a mis en péril les conditions de vie de vastes couches de la société et plonge de plus en plus la grande majorité de la

population dans la pauvreté et la misère. Et ce n'est que le début d'une guerre économique totale

imposée à notre peuple, identique à celle subie par le peuple Irakien avant l'invasion militaire meurtrière des forces de l'OTAN contre ce pays. Ne pas être en mesure de vendre du pétrole ni d'importer les biens

stratégiques indispensables seraient un désastre économique colossal pour un pays où le capitalisme mercantiliste d'une part, et la mise en œuvre des politiques de la Banque mondiale d'autre part, ont

considérablement amoindri nos capacités de production nationales et ont transformé notre économie en une simple économie d'exportation de pétrole et d'importation de tous les biens de consommation nécessaires. Ceux qui organisent à l'échelle mondiale ces sanctions, en particulier les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France, ont prévu ces sanctions en ayant en tête ces problèmes.

Ces plans inhumains ont des objectifs plutôt clairs :

- *Forcer la République islamique à réagir violemment pour s'en sortir, et créer donc un scénario qui poserait une base sur laquelle il serait possible de convaincre les autres puissances mondiales qu'une guerre totale est nécessaire ;*
- *Essouffler le mouvement pacifiste pour le forcer à capituler devant n'importe quel scénario qui proposerait une issue à cette situation très difficile ;*
- *Exciter et mobiliser des fractions de droite du mouvement ainsi que certaines forces de gauche qui ont retourné leurs veste, et les pousser à soutenir la soi-disant intervention « humanitaire » comme ultime option pour faire évoluer la situation ;*
- *Les objectifs à long-terme de cette aventure militaire et probablement d'une guerre régionale sont clairs : contrecarrer la crise économique mondiale ; reconfigurer les politiques économiques à l'échelle mondiale sur la base de la concentration de capitaux astronomiques ; constituer le Grand Moyen-Orient afin d'étendre leur cercle d'influence politique et économique ainsi que leur domination sur une région stratégique du point de vue énergétique ; détourner les capacités de protestation massive des peuples de la Tunisie et l'Égypte, en Afrique du nord, à la Syrie et l'Iran et d'autres pays du Golfe persique et mettre un terme aux mouvements progressistes dans la région et mettre en place des « îlots de stabilité politique » qui puissent garantir les intérêts de l'impérialisme, à court et long-terme, dans la région. Hélas, les derniers événements donnent des signes de l'état d'avancement de ce scénario pré-établi par les complexes militaro-industriels mondiaux.*

Les leaders du régime répressif et obscurantiste de la République islamique estiment qu'il n'y a pas de place pour le recul, et au lieu de penser à des façons de faire baisser la tension, ils développent les programmes nucléaires et brandissent des menaces militaires face aux sanctions économiques. Ali Khamenei, leader de la République islamique, a déclaré le 3 février, affirmant que l'Iran ne reculerait pas, que le pays était prêt à la guerre et a mis en avant l'expérience de la « guerre de 33 jours du Liban » face à l'ennemi. En réponse aux menaces Israéliennes, il a évoqué des menaces qui trouveront une « réponse appropriée en temps voulu ». L'ambassadeur Iranien en Russie a également parlé de frapper les intérêts américains et occidentaux dans le monde entier. Et après ces commentaires, ce fut au tour de Mahmoud Ahmadinedjad, lors d'un discours pour le défilé de l'Anniversaire de la révolution, à Téhéran, de promettre que « le monde allait bientôt prendre connaissance de nouvelles prouesses Iraniennes en terme de technologie nucléaire. » Ces commentaires ont été faits au moment où les manœuvres militaires pour fermer le détroit d'Ormuz ainsi que des avertissements officiels et clairs pour le départ des porte-avions Américains et Britanniques du Golfe persique, ont déjà montré leurs conséquences inquiétantes et ont fait grossir les rangs de ceux prêts à rejoindre l'invasion militaire de l'OTAN en République islamique. Les menaces Iraniennes « justifient » clairement la concentration de flottes sous commandement de l'OTAN dans le Golfe persique et en mer d'Oman, et les quantités énormes d'armes vendues aux pays de la région, comme aux émirats, et la création d'une « hystérie » mondiale autour d'un péril nommé « République islamique ».

Les dernières nouvelles indiquent que les bases sont jetées pour une catastrophe qui devient de plus en plus imminente :

- *Le Pentagone a commandé auprès de l'industrie militaire américaine une nouvelle génération de bombes anti-bunker de très gros calibre ;*
- *Le journal Al-Arabia, citant le Washington Post, affirme que la discussion au sein des cercles dirigeants des Etats-unis et des autres pays de l'OTAN n'est pas de savoir si, mais bien quand et comment infliger à l'Iran des frappes préventives ;*
- *De larges campagnes médiatiques sont menées contre l'Iran et la Syrie, et des comptes-rendus rapportant l'implication du Corps révolutionnaire iranien dans les violences contre les habitants de Homs, en Syrie, y compris le reportage de Russia Today concernant une éventuelle préparation de 15 000 soldats du Corps révolutionnaire prêt à se déployer sur le front de la guerre Syrienne ;*
- *Radio Israël a indiqué des dizaines de milliers de soldats Américains sont en train de monter à la hâte des systèmes Israéliens anti-missiles ;*

Dans cette atmosphère et à l'invitation des organisations de paix, la première vague de manifestations contre la guerre a commencé dans les rues Canadiennes, Américaines et Anglaises. Même si ces manifestations ont été organisées dans la précipitation, elles ont été relayées par les médias, et ont reçu un certain soutien populaire. D'autre part, la République Islamique qui a méthodiquement réprimé toutes les organisations de paix nationales et n'a permis aucune manifestation contre la guerre a tenté de dénaturer les objectifs de ces actions et s'en est servi de façon malhonnête pour les dépeindre comme des mouvements favorables à la politique que mène la République islamique. Les véritables organisations de paix progressistes s'opposent à toute intervention des impérialistes dans les affaires de quelque pays que ce soit même sous le masque de l'intervention « humanitaire », et s'oppose clairement et résolument à de telles interventions, et contrairement à certains conciliabules, qui se tiennent à huis clos, ne se taisent pas devant de telles interventions. La voie proposée par la République islamique, cependant, est claire. Interpréter cette opposition sans la moindre ambiguïté à toute ingérence extérieure comme un soutien des forces éprises de paix du monde entier à la cruauté et au crime, et à l'oppression du peuple que défendent des régimes comme celui théocratique de la République islamique, c'est avoir un toupet qui est le propre des dirigeants de la République islamique. La réalité est que la plupart des organisateurs de ces mouvements de protestation ont inlassablement manifesté leur opposition aux politiques et aux actions du régime théocratique dans notre pays, et leur opposition aux aventures militaires de l'impérialisme dans la région s'inscrit en solidarité avec la lutte des travailleurs dans notre pays. Dans son communiqué du 7 février, le Conseil mondial de la paix a analysé les plans impérialistes visant à constituer un Grand Moyen-Orient et examiné les situations actuelles en Syrie et en Iran, le déploiement massif de forces militaires américaines dans le Golfe persique, l'alignement des Cheikhs du Golfe persique sur l'Occident et les provocations constantes d'Israël contre l'Iran, et a affirmé la position de cette organisation progressiste sur les droits démocratiques du peuple et sur les interventions étrangères :

« Nous exprimons notre soutien à la lutte complexe du peuple Iranien pour la paix, la démocratie et la justice sociale et le rejet de toute ingérence dans les affaires internes Iraniennes sous aucun prétexte. Nous réaffirmons une fois de plus le droit inaliénable de toute nation à développer l'énergie nucléaire à des fins pacifiques (...) Nous soutenons les véritables exigences pacifiques, sociales, politiques et économiques du peuple Syrien et affirmons une nouvelle fois qu'aucune puissance n'a le droit de décider pour un autre peuple ou une autre nation. L'humanité ne peut tolérer d'ingérence étrangère dans les affaires internes d'un peuple. La souveraineté d'un pays est de la seule responsabilité de son peuple. » Le communiqué poursuit : *« Les forces démocratiques, anti-impérialistes, éprises de paix du monde entier doivent briser le silence et dénoncer les campagnes perfides de l'impérialisme qui ouvre la voie à cette nouvelle agression (...) Nous nous engageons à poursuivre la lutte et à mobiliser des forces dans le monde entier afin de créer les fondations permettant de passer à une nouvelle étape dans la lutte anti-impérialiste, pour défendre la paix, la solidarité et l'auto-détermination des peuples. Nous sommes convaincus que la lutte des peuples pour la paix l'emportera ! »*

L'expérience des manifestations mentionnées démontre que l'articulation de slogans pour la paix et le mouvement contre la guerre avec la lutte progressiste de notre peuple pour la démocratie est une nécessité et devrait être mise en avant par les organisations pacifistes de notre pays. Nous nous trouvons devant des jours et des semaines capitales. La région du Golfe persique et le Moyen-Orient sont au bord d'une guerre destructrice qui pourrait s'étendre et prendre des dimensions mondiales. Nous devons réagir face à de telles aventures dangereuses avant qu'il ne soit trop tard. Aujourd'hui, nous ne devons laisser passer aucune occasion de nous opposer à la guerre et aux fauteurs de guerre, et empêcher la catastrophe avant qu'elle n'éclate.

Article du Tudeh, parti communiste iranien,

Publié dans l'organe central du Tudeh « Nameh Mardom »

Traduction AC pour <http://solidarite-internationale-pcf.over-blog.net/>

2 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

2-1 Julie Lévesque : À court de cibles », les services secrets israéliens « diminuent les assassinats » en Iran.

Citant anonymement des officiels hauts placés du renseignement israélien, la revue étasunienne [Time Magazine](#) contredit le très crédible quotidien britannique [Sunday Times](#) en suggérant que durant les derniers mois, le Mossad (les services secrets israéliens) a « réduit » ses opérations clandestines en Iran, incluant les assassinats ciblés.

Paradoxalement, le Times et TIME se contredisent. Dans son numéro du 25 mars, le *Sunday Times* affirmait que les services de renseignement israéliens avaient intensifié leurs activités clandestines à la base militaire de Parchin en Iran, prétendument pour trouver des preuves à l'effet que l'Iran fabriquait une arme nucléaire. Ces opérations des services de renseignement ont été menées alors que Téhéran négociait avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Celle-ci faisait pression sur les Iraniens afin qu'ils autorisent une visite sur cette même base. (Julie Lévesque, [Fabrication de preuves pour attaquer l'Iran? Des espions israéliens en Iran déguisés en soldats iraniens](#), Mondialisation.ca, 27 mars 2012)

Un autre article intitulé [US steps up intelligence, sabotage missions in Iran](#) (Les États-Unis intensifient les missions de renseignement et de sabotage en Iran), publié par *The Hill* le 9 avril, semble corroborer les informations révélées par le *Sunday Times*. *The Hill* indique une augmentation dans la République islamique des opérations clandestines de la CIA et de ses alliés dans la région. Comme Israël est l'allié le plus important des États-Unis dans cette région, on peut assumer que le Mossad participait à ces missions de sabotage.

Citant le *Washington Post*, Carlo Munoz rapporte dans *The Hill* :

Les agences de renseignement étasuniennes intensifient les missions de renseignement et de sabotage axées sur le programme nucléaire iranien, alors que Téhéran se prépare à renouer les pourparlers avec les puissances occidentales relativement aux efforts réalisés dans ce domaine.

Des représentants iraniens doivent rencontrer vendredi à Istanbul en Turquie le soi-disant groupe P5+1, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies plus l'Allemagne, dans le but de discuter du programme nucléaire du pays [...]

La CIA et d'autres agences ont par ailleurs multiplié les missions de sabotage en Iran, lesquelles visent à perturber le travail nucléaire en cours au pays.

Afin d'y parvenir, l'agence a compté sur ses partenariats avec des services de renseignement dans la région afin de recruter des agents pour des missions de renseignement et de sabotage en sol iranien, rapporte le *Post*. (Carlo Munoz, [US steps up intelligence, sabotage missions in Iran](#), *The Hill*, 9 avril 2012.)

Le compte-rendu du *Washington Post* révèle par ailleurs que l'« activité de renseignement » a été utilisée pour accroître les sanctions économiques contre l'Iran :

L'augmentation des activités de renseignement a coïncidé avec une campagne clandestine de la CIA et d'autres agences, visant à saboter le programme nucléaire iranien, et a permis d'accroître l'utilisation de [sanctions économiques ciblées](#) par les États-Unis et leurs alliés dans le but d'affaiblir la détermination de l'Iran [...]

D'anciens représentants du renseignement ont affirmé que l'intensification des activités s'est poursuivie sous la direction de Leon E. Panetta, qui a établi des partenariats avec des agences de renseignement alliées de la région, capables de recruter des agents pour des missions en Iran. (Joby Warrick et Greg Miller, [U.S. intelligence gains in Iran seen as boost to confidence](#), *The Washington Post*, 7 avril 2012.)

Ces deux reportages sèment définitivement le doute sur la crédibilité du reportage du *TIME* publié le 30 mars et intitulé « [Mossad Cutting Back on Covert Operations Inside Iran, Officials Say](#) » (Selon des officiels, le Mossad réduit ses opérations clandestines en Iran).

Selon le compte-rendu du *TIME*, le Mossad a réduit ses opérations en Iran, ce qui contredit les articles du *Washington Post* et du *Sunday Times*.

Cependant, l'aspect le plus frappant des révélations contradictoires du *TIME* n'est pas la diminution des activités clandestines du Mossad en Iran, mais plutôt la nature même des opérations, soit des assassinats et des attaques, rapportées par le *TIME* d'une manière très banale.

Selon les officiels, la diminution touche un vaste éventail d'opérations, non seulement les missions très en vue comme les assassinats et les explosions sur des bases iraniennes de lancement de missiles, mais aussi la collecte de renseignement sur le terrain et le recrutement d'espions au sein du programme iranien. (Karl Vick, [Mossad Cutting Back on Covert Operations Inside Iran, Officials Say](#), 30 mars 2012.)

Sans preuves à l'appui, Israël a nonchalamment accusé l'Iran d'être à l'origine d'attaques à la bombe menées récemment en Thaïlande et en Inde, lesquelles n'ont pas fait de victimes, mais ont blessé 5 personnes. Ces actions ont été qualifiées, à juste titre, d'attaques terroristes.

Cependant, dans le reportage du *TIME* cité ci-dessus, les assassinats et les attaques à la bombe commis par Israël en Iran ne sont pas considérés comme des actes terroristes. Il s'agit d'un cas évident de deux poids deux mesures.

L'article met l'accent sur la raison invoquée pour la réduction des attaques et des assassinats, notamment les conséquences néfastes sur l'« image d'Israël dans l'opinion publique ». Si l'on reconnaît dans le reportage que le Mossad a été impliqué dans l'assassinat d'Iraniens, entre autres, et qu'il a perpétré des attaques en sol iranien, la nature criminelle de ces actions n'est jamais évoquée :

Des représentants occidentaux des services de renseignement avaient déjà confirmé au *TIME* que le renseignement iranien avait découvert une cellule entraînée et équipée par le Mossad. Les aveux détaillés de Majid Jamali Fashid l'an dernier à la télévision d'État iranienne étaient authentiques, selon ces représentants. Ces aveux concernaient l'assassinat du scientifique spécialisé dans le nucléaire, Massoud Ali Mohammadi, tué dans un attentat à la bombe mené par un motocycliste en janvier 2010. Les responsables du renseignement occidentaux ont blâmé un pays tiers pour avoir révélé l'existence de la cellule.

Dans ce cas-là, les dommages causés à l'image d'Israël dans l'opinion publique ont été limités par la crédibilité de l'Iran [...]

Mais cela pourrait changer si la République islamique capturait un Israélien ou présentait d'autres preuves, quelque chose de l'ordre des séquences vidéo en circuit fermé et des faux passeports ayant indiqué la présence d'agents du Mossad dans l'hôtel de Dubaï où le trafiquant d'armes Mahmoud al-Mabhouh a été trouvé mort dans sa chambre en janvier 2010.

Certains préviennent que les assassinats courent déjà ce risque. Après le plus récent meurtre en janvier, celui du scientifique spécialisé dans le nucléaire Mostafa Ahmadi-Roshan, les États-Unis ont catégoriquement nié toute implication et ont condamné le meurtre. Des officiels occidentaux du renseignement affirment qu'il était au moins le troisième scientifique iranien tué par des agents du Mossad, lesquels sont récemment à court de cible, aux dires de certains représentants israéliens [...] (*Ibid.*)

En revanche, dans un article du *TIME* sur les attaques à la bombe ayant ciblé des Israéliens en Inde et en Thaïlande et pour lesquelles on a blâmé l'Iran, *TIME* était catégorique en ce qui a trait à la définition du terrorisme :

Pour être juste, il faut dire qu'il n'existe pas de définition du terrorisme admise au niveau international. Mais lorsque des bombes se mettent à exploser, aucune analyse terminologique ou déformation de définitions n'empêchera les gens de conclure qu'il s'agit de terrorisme. (Robert Horn, [Thai Tourism Sector Must Face, Not Dismiss, the Threat of Terrorism](#), 20 février 2012.)

Une « équipe terroriste » israélienne arrêtée en Iran

Ces reportages contradictoires relativement à la quantité d'opérations secrètes en Iran pourraient indiquer qu'Israël et les États-Unis bluffent et font couler des informations dans le cadre d'une opération psychologique (PsyOp). Mais le 10 avril, le gouvernement iranien a déclaré avoir arrêté un groupe terroriste appuyé par Israël, sans donner trop de détails.

Les responsables ont prétendu que les terroristes étaient financés et appuyés par Israël et envisageaient d'attaquer des scientifiques œuvrant dans le nucléaire et des sites nucléaires au pays. Le plan terroriste a été déjoué, a affirmé l'agence de presse étatique Islamic Republic News Agency (IRNA), citant des

représentants du ministère. (Stephen Manual, [Israel-backed terrorist team arrested in Iran](#), All Voices, 10 avril 2012.)

Le présumé plan terroriste cité par Téhéran ressemble énormément aux opérations clandestines détaillées dans le *TIME*. Mais il est possible que les Iraniens bluffent aussi.

S'il est vrai que la République islamique a « capturé un Israélien » ou qu'elle possède « d'autres preuves », comme le mentionnait le *TIME*, cela pourrait accroître « la crédibilité de Téhéran » et, en revanche, affecter « l'image d'Israël dans l'opinion publique ».

Julie Lévesque

Vendredi 20 avril 2012

[Mondialisation.ca](#)

2-2 Amar DJERRAD : L'échec du stratagème « Grand Moyen-Orient » sous le fallacieux prétexte de « l'arme atomique » de l'Iran.

On se réunit, on parle, on sanctionne, on menace puis on recommence. Cela fait presque 20 ans que cela dure. Cela devient de la schizonévrose. Les menaces de « frappes préventives », réitérées à satiété, pour empêcher l'Iran de se doter de « l'arme nucléaire » n'est plus crédible, d'une part parce qu'ils connaissent la vérité et d'autre part parce qu'ils redoutent les conséquences qu'ils savent catastrophiques pour leurs intérêts et leur gendarme local.

Même l'Iran ne croit plus à cette éventualité comme l'a déclaré l'ambassadeur de Téhéran en France, Ali Ahani, dans une interview à Reuters « les frappes militaires, nous n'y croyons pas du tout » en précisant « bien sûr, nous sommes préparés à tout scénario pour nous défendre, mais on ne pense pas que le régime sioniste ira dans cette direction parce qu'il y aurait des conséquences pires et imprévisibles non seulement pour ce régime, mais pour la région et le monde. »

A ce propos, rappelons la confirmation de L'Ayatollah Khamenei lors de la cérémonie de prestation de serment et de la remise des diplômes aux élèves officiers de l'Ecole supérieure des officiers « quiconque s'imagine pouvoir agresser la RII, se verra asséner des coups irréparables... les États-Unis et le régime sioniste, doivent savoir que le peuple iranien n'agresse aucun peuple, ni pays, mais qu'il saura répondre de toute sa puissance, à toute agression, même, menace, ... »

D'ailleurs, depuis, on ne sait plus, maintenant, qui doit le faire, qui doit commencer et qui doit suivre. Même le régime sioniste - qui saisit parfaitement les conséquences d'une telle aventure - sait qu'il a perdu la force et l'initiative depuis la montée en puissance de l'Iran ; c'est la raison pour laquelle il appelle la « communauté internationale » pour le faire comme le montre un communiqué du bureau de leur premier ministre « la communauté internationale doit empêcher l'Iran de fabriquer des armes nucléaires qui représentent une menace pour la paix dans la région et dans le monde entier ». Il s'agit bien, pour lui, d'une question existentielle. Son dilemme et paradoxe, issu de son idéologie sioniste funeste, le met dans une position des plus cocasse et dramatique à la fois. Une situation où « agresser » ou « faire la paix » mène, l'un ou l'autre vers la même destinée.

C'est-à-dire sa disparition ! Le sionisme ne peut exister sans expansionnisme et injustice lesquels mènent inexorablement à l'échec et donc à sa chute. Il s'y est enlisé dans l'in vraisemblable paradoxe de « ni guerre ni paix ». La paix affaiblirait son armée et une nouvelle guerre pourrait signifier son suicide du fait du nouveau rapport de force.

Pour l'Iran, « à quelque chose malheur est bon ». Pendant tout ce temps fait de menaces, d'embargo et d'assassinats, ce pays, par sagesse et détermination, a opté pour le développement de son économie et moyens de défense en transformant en atoutscette adversité. Ainsi en comptant sur ses propres forces, il a enregistré des progrès fulgurants en matière d'autosuffisance, de technologies, d'armes défensives ; ce qui a inquiété profondément les partisans de l'hégémonie mondiale.

La RII avait bien compris qu'en lieu et place d'« arme nucléaire » - au fond couteuse, inutile et maudite par la morale - il était stratégiquement et tactiquement plus avantageux de développer des armes défensives ; plus fédératrices. La morale soutient la 'victime' et non l'agresseur. Les multiples annonces dans les progrès dans le développement de ce genre d'armes sont telles que les provocateurs occidentaux revoient de jour en jour leur jargon belliciste. En effet quand l'agresseur pressent une riposte du même acabit, il est moins tenté dans son aventure. Pour L. Ivashov l'ex chef d'état-major russe, favorable à la livraison des S 300 à l'Iran, « ...L'agression est moins probable quand la victime est en mesure

d'infliger des dommages intolérables à l'agresseur ». L'Iran averti, à chaque déclaration de menace, qu'il riposterait à toute agression lancée contre lui. Récemment, selon des médias, Massoud Jazayeri, porte-parole des Pasdarans, a prévenu qu'« une frappe foudroyante sera portée en réponse à toute agression. Nous n'agissons pas seulement dans les limites du Proche-Orient et du golfe Persique. Aucun endroit sur le territoire américain ne sera à l'abri de nos attaques ». Même les chercheurs du Congrès Us qualifient toute attaque contre l'Iran d'« inutile » du fait, selon leur rapport, que les sites « sont dispersés sur l'ensemble du territoire iranien et fonctionnent dans des conditions de sécurité extrême » Le fallacieux prétexte développé contre l'Iran et bien tombé en désuétude. Pour T. Meyssan, « les prétendus soupçons occidentaux ne sont que des artifices...pour isoler un État qui remet en cause la domination militaire et énergétique des puissances nucléaires... ». Même les parlementaires allemands de gauche s'opposent fermement à cette option de guerre en demandant à leur gouvernement de déclarer clairement l'opposition de Berlin à toute attaque contre l'Iran. Quant aux pays du BRICS, réunis dernièrement en Inde, ils appuient clairement l'Iran et son programme nucléaire ; position que le Conseil des Affaires internationales en Inde qualifie d'« évolution extrêmement positive qui joue en faveur de la paix et de la stabilité dans l'Asie de l'Ouest ».

Il est, en effet, vrai qu'un ex-vassal qui devient indépendant et qui s'érige en puissance régionale sur laquelle on doit maintenant compter n'est pas chose facile à admettre par ceux qui se prétendent « maîtres du monde ». On a usé, dès lors, de tous les moyens, même les plus abjects, pour faire plier ce pays afin de le rendre 'sujet' sinon 'satellite' pour faire passer leurs projets mortels du « Grand Moyen-Orient ». L'AIEA, qui est devenue un instrument au service de l'Occident, ne peut dévier de cette politique de diabolisation de l'Iran pour le prétendu « nucléaire militaire » même si elle détient la vérité. Son dernier rapport dévoile clairement sa partialité lorsqu'elle juge que les « vastes » installations de Parchin sont « destinées à des expériences à l'aide d'explosifs » ce qui constitue pour elle« des "indications fortes" d'un programme d'armement potentiel. » Ils veulent en réalité visiter les sites militaires stratégiques. Rien que ça !

Même les assassinats de scientifiques sont devenus leur politique. Si l'Iran décidait d'appliquer la même absurdité criminelle, parions qu'ils ne la dépasseront jamais, car disposant de beaucoup plus de motifs et de moyens culturels et religieux. Mais l'Iran, non seulement reste sage en tenant bon, mais est en phase irréversible de devenir (à notre sens il l'est déjà) un acteur de poids dans la géopolitique et la géostratégie régionale voire mondiale. L'avenir de la région doit passer désormais par l'Iran. Les progrès technologiques, les ressources, la patience et l'unité de l'Iran ont eu raison sur l'arrogance et la cupidité de l'Occident. Toute l'adversité à son égard s'est avérée sans effets au vu de cette évolution. Il se permet même d'appliquer sur la France et l'Angleterre, à l'avance et sur-le-champ, la 'sanction' de boycotter son pétrole. Il ne leur vend plus de pétrole qu'ils ont "programmé" de... ne pas acheter !

Contrairement à l'Occident et Israël, l'Iran n'a jamais agressé quiconque. Qui de ces pays puissants occidentaux et d'Israël se permet de violer des résolutions de l'ONU ou les lois internationales ? Alors que l'Iran a signé le TNP nucléaire en admettant les inspecteurs, Israël refuse de signer et de permettre toute inspection internationale de ses centrales nucléaires reconnues pour être militaires.

Quant au 'régime' iranien, on le voit plus démocratique que beaucoup de pays arabes valets et alliés de l'Occident ; mieux, de pays dits à 'tradition démocratique'. C'est la propagande, le mensonge, la manipulation et la mainmise sur les médias lourds et les institutions et organisations dites 'internationales' qui ont perverti les valeurs en cachant la réalité et la vérité. Rappelons ce que nous avons dit par ailleurs : l'ONU et ses organisations servent à produire des alibis contre les pays ciblés, la CPI pour « menacer de prison » les dirigeants récalcitrants, le FMI pour ruiner et gager les pays, l'OTAN pour agresser et démolir, la presse pour manipuler et contrôler l'opinion. On peut ajouter la Ligue des « États arabes », cet « attrape-nigaud » discrédité, et l'association internationale des Frères musulmans qui ont pris fait et cause pour les thèses Occidentales en ce qui concerne la déstabilisation de certains États arabes faute de vision lucide ou pour cause de corruption et fourberie. Pour l'exemple, suite au refus de la France d'accorder un visa à cheikh Youssef al-Qardhaoui , le secrétaire général de cette Union, le cheikh Kardaghi, va jusqu'à faire bonne figure en déclarant que « le cheikh a toujours été modéré » en donnant comme preuves ses fatwas dont « l'une de ces fatwas avait rendu licite l'intervention militaire de l'Otan en Libye » car l'Union considère « la France comme un pays allié [en jouant] un rôle de premier plan dans le Printemps arabe et notamment en Libye et nous attendons sa contribution à la libération de la Syrie ». La perversion de certains arabes a atteint les limites de

l'entendement dans leur servitude au projet des américano-sionistes. Même ces derniers, par leur soutien à l'opposition armée, ne cachent pas eux-aussi leur souhait, de toujours, de voir tomber le « régime de Bachar » qui constitue, avec l'Iran, un redoutable rempart à l'hégémonie américaine sur toute la région dont Israël était désigné le feudataire. La Syrie était inscrite comme étape d'importance par sa situation et sa politique.

Dans un article publié récemment dans le Yediot Ahranot, Efraim Halevy, l'ancien chef du Mossad, a estimé que « ... si la paix se rétablit en Syrie, et si le monde accepte la survie du régime d'Assad dans le berceau Téhéran, et si la Turquie, la Russie, la Chine, les Etats-Unis, la France, la Grande Bretagne et l'Allemagne accepte d'appliquer le plan d'Annan, nous connaissons alors la défaite stratégique la plus cuisante depuis la création d'Israël ».

Le projet ayant échoué contre le 'mur' syrien par les percées militaires et diplomatiques réussies, il ne reste aux américains que les négociations sur la base de ce postulat avec les pays issus du nouveau rapport de force dont l'Iran, puis de faire le deuil de leur rêve de casser l'axe Atlantique / Océan indien et Pacifique pour bloquer les pays du BRICS. Ils seront contraints à faire « certains sacrifices » pour se permettre de se positionner, au mieux, en futur « initiateurs de paix » pour ne pas risquer de perdre aussi les acquis. Le Qatar qui 'finance' et 'sponsorise', l'Arabie Saoudite qui 'arme' et le régime d'Erdogan qui 'abrite' savent qu'ils ont joué leur pouvoir ou leur trône dans cette partie perdue qui se termine en Syrie.

On sent déjà l'affolement des pétro monarches et des sionistes d'Israël que leur inspire maintenant la Syrie – qu'appuie l'axe Chine-Russie-Iran-Irak-Liban – qui devient leur pire cauchemar surtout depuis que la Chine et la Russie ont imposé une nouvelle équation régionale et mondiale et depuis que la « communauté internationale » ait apparemment abandonné l'option militaire, le renversement du régime par la force et l'armement de l'opposition. Lavrov assène en assurant, que même si cette dernière option est retenue, l'armée syrienne les battra ! L'ancien chef du Mossad reconnaît dans son article le trouble d'Israël ainsi « l'Iran est devenu l'allié stratégique des puissances mondiales dans les efforts visant à trouver une issue à la crise syrienne [réalisant ainsi] un des objectifs : devenir une puissance régionale au Moyen Orient ».

Les américano-arabo-sionistes savent désormais que le projet ayant pour objectif 'Iran' par le 'pont' syrien a lamentablement échoué d'où, encore, ces sempiternelles menaces de frappes de l'Iran. Mais quand on ne fait que menacer durant 20 ans c'est que l'on ne fera rien ! Que du bluff ! Le dernier espoir et le dernier enjeu, qu'est la Syrie, est en phase de se pulvériser sur les rocs Damasains ; d'où ces revirements dans leurs discours et leurs engagements à l'endroit de la Syrie et l'Iran dont-on annonce subrepticement qu'il ne présente pas de caractère militaire. Ou bien ces informations crédibles qui font état qu'un certain nombre de dirigeants arabes adressent des « lettres confidentielles » à Damas dans le but de rechercher des solutions surtout après le « choc », pour le Qatar et l'Arabie saoudite, du Sommet de Bagdad.

D'après un diplomate russe en relation avec Damas, il y aurait un accord américano-russe lors d'une rencontre entre Medvedev et Obama. Celui-ci aurait demandé que Moscou tempère les choses « jusqu'aux élections américaines » en échange d'une réactivation de ses « principes annoncés pour son mandat en cours ; ceux qui consistent à rechercher les solutions plutôt que les conflits face aux problèmes internationaux » à savoir le problème du bouclier antimissiles, les dossiers iranien, syrien en particulier. Ce diplomate russe affirme qu'il n'y aura pas de guerre contre l'Iran et que pour la Syrie ils en sont « à l'étape du règlement politique de la crise... maintenant le plus important est de convaincre l'opposition d'accepter... » La surprise/coup de grâce arrive du prix Nobel allemand Günter Grass qui vient de publier, dans le quotidien de Munich Süddeutsche Zeitung, un poème/prose intitulé « Ce qu'il faut qu'il soit dit ». Il s'agit d'une dénonciation de l'armement nucléaire d'Israël qui « menace la paix mondiale » ainsi que les menaces d'attaques contre l'Iran. Il dénonce le « prétendu droit à attaquer le premier ». Il évoque Israël qui dispose « depuis des années d'un arsenal nucléaire croissant ...et sous-marins nucléaires » et critique la livraison par son pays de sous-marins qui pourrait rendre les Allemands complices d'un « crime prévisible ». Grass dénonce un « silence généralisé [qui est un] mensonge pesant » tout en prévenant qu'il sera accusé « d'antisémitisme ». « Pourquoi maintenant ? », « Parce qu'il faut dire ce qui pourrait être trop tard demain » dit-il.

La vérité finit toujours par reprendre le dessus sur le mensonge. C'est la loi inexorable de la Nature. Le monde à venir sera désormais plus équilibré avec les nouvelles alliances, les nouveaux regroupements,

les nouveaux rapports de forces conséquents à des décennies d'injustices et de dominations des pays que compose l'Empire.

Les conclusions des meilleurs services de renseignements au monde, la CIA, et d'autres experts montrent que l'Iran aurait dû posséder cette arme nucléaire il y a 12 ans. S'il n'y a rien jusque-là, c'est que l'on menace l'Iran de bien autres choses qui relèvent de son droit indiscutable et inaliénable.

Voici ce qu'ils disaient déjà entre 1993 et 2000 et qu'ils redisent encore actuellement 12 ans après :

- « 24 février 1993 : le directeur de la CIA James Woolsey affirme que l'Iran était à huit ou dix ans d'être capable de produire sa propre bombe nucléaire, mais qu'avec une aide de l'extérieur, elle pourrait devenir une puissance nucléaire plus tôt. »

- « Janvier 1995 : le directeur de l'agence américaine pour le contrôle des armements et le désarmement John Holm témoigne que l'Iran pourrait avoir la bombe en 2003. »

- « 5 janvier 1995 : le secrétaire à la défense William Perry affirme que l'Iran pourrait être à moins de cinq ans de construire une bombe nucléaire, bien que "la rapidité... dépendra comment ils travaillent pour l'acquérir" ('how soon... depends how they go about getting it.')

- « 29 avril 1996 : le premier ministre israélien Shimon Peres affirme qu'"il croit que d'ici quatre ans, ils (l'Iran) pourraient avoir des armes nucléaires". »

- « 21 octobre 1998 : le général Anthony Zinni, chef de l'US Central Command affirme que l'Iran pourrait avoir la capacité d'envoyer des bombes nucléaires d'ici cinq ans. "Si j'étais un parieur, je dirais qu'ils seront opérationnels d'ici cinq ans, qu'ils auront les capacités." »

- « 17 janvier 2000 : Une nouvelle évaluation de la CIA sur les capacités nucléaires de l'Iran affirme que la CIA n'exclut pas la possibilité que l'Iran possède déjà des armes nucléaires.

L'évaluation se fonde sur la reconnaissance par la CIA qu'elle n'est pas capable de suivre avec précision les activités nucléaires de l'Iran et ne peut donc exclure la possibilité que l'Iran ait l'arme nucléaire. »

En conclusion,

Il n'est pas inutile de rappeler ce qui est baptisé le projet « Yinon » que les israéliens considèrent comme stratégique et qui entre dans la même stratégie du « Grand Moyen-Orient ». Conçu par ses officines, il consiste en une reconfiguration de son « environnement géostratégique » grâce à une « balkanisation des états du Moyen-Orient et des pays arabes » pour en faire des « petits états » sans puissance. L'Irak, considéré comme pièce maîtresse, devait être divisé en un état kurde et deux états arabes (pour les musulmans chiïtes et pour les sunnites) en suscitant, pour ce faire, une guerre contre l'Iran. Ce projet préconise aussi le démembrement du Liban, de l'Égypte et de la Syrie ; le morcellement de l'Iran, de la Turquie, de la Somalie et du Pakistan. Il prévoit également la partition de l'Afrique du Nord en commençant par l'Égypte puis de l'étendre au Soudan, à la Libye, au Mali et au reste de la région. L'"Atlantic" en 2008 et l'"Armed Forces Journal" en 2006, avaient publié des cartes où figurent ces « nouveaux pays » qu'envisage ce projet « Yinon ».

Le monde « arabe et musulman » était donc bien averti.

Amar DJERRAD

11 avril 2012

URL de cet article 16358

<http://www.legrandsoir.info/l-echec-du-stratageme-grand-moyen-orient-sous-le-fallacieux-pretexte-de-l-arme-atomique-de-l-iran.html>

3 Annexe.

3-1 Dr. Paul Craig Roberts : Washington nous mène dans un monde hors-la-loi.

Le gouvernement des Etats-Unis prétend vivre sous les auspices de la loi, le respect des droits de l'Homme, et d'apporter liberté et démocratie à ses citoyens. La prétention de Washington et la dure réalité sont diamétralement opposées.

Les officiels du gouvernement américain critiquent de manière routinière les autres gouvernements pour ne pas être démocratiques et pour violer les droits de l'Homme. Toujours est-il qu'aucun autre pays au monde mis à part Israël bombarde, tire des missiles et envoie des drones dans des nations souveraines pour tuer des populations civiles. Les prisons de la torture d'Abu Graïb, de Guantanamo et le programme de transfert secret de prisonniers de la CIA dans ses prisons tout aussi secrètes, sont les contributions des régimes Bush / Obama aux droits de l'Homme.

Washington viole les droits de ses propres citoyens. Washington a suspendu les droits et libertés civils pourtant garantis par la constitution et a déclaré ses intentions de détenir les citoyens américains indéfiniment sans autre forme de procès. Le président Obama a annoncé qu'à sa discrétion, il peut faire assassiner des citoyens américains qu'il voit comme une menace pour les Etats-Unis.

Le congrès n'a pas répondu à ces annonces extraordinaires avec une procédure de destitution. Il n'y a pas eu de levée de boucliers de la part des cours fédérales, des facultés de droit et des associations du barreau. Glenn Greenwald rapporte que le département de la Sécurité de la Patrie (**NdT**: la "fameuse" "DHS, qui est la stasi / securitate du pays du goulag levant) harcèle les journalistes qui refusent de devenir des "pressetitués" et nous avons vu des vidéos de la répression brutale par la police des manifestations pacifiques du mouvement Occupy Wall Street. Chris Floyd décrit les pervers de la torture qui règnent sur les Etats-Unis.

Maintenant, Washington force du mieux qu'elle peut le reste du monde à se débarrasser des traités internationaux et de la loi internationale. Washington a déclaré que sa parole seule est la loi internationale. Tous les pays, sauf ceux qui ont reçus une dispense de Washington, qui s'engagent dans le commerce avec l'Iran ou achète du pétrole iranien seront sanctionnés par les Etats-Unis. Ces pays seront coupés du marché américain et leur système bancaire ne pourra plus utiliser les banques pour procéder aux règlements internationaux. En d'autres termes,, les sanctions de Washington envers l'Iran s'appliquent non seulement à l'Iran mais aussi aux pays qui défient Washington et utilisent le pétrole iranien pour subvenir à leur demande énergétique.

D'après le *Christian Science Monitor*, Washington a jusqu'ici donné une dérogation au Japon et à 10 pays européens pour continuer à acheter le pétrole iranien. Demandant à des pays de fermer leurs économies afin de donner libre-court à la vendetta de Washington contre l'Iran; une vendetta qui existe depuis que les Iraniens ont renversé la marionnette installée par les Etats-Unis, le Shah d'Iran, il y a plus de trente ans. Ceci fut plus que Washington ne pouvait supporter. Washington a permis au Japon de continuer à importer entre 78 et 85% de ses importations normales de pétrole avec l'Iran.

Les dispenses de Washington quoi qu'il en soit, sont tout à fait arbitraires. Des dispenses n'ont pas été données à la Chine, à l'Inde, à la Turquie et à la Corée du Sud. L'Inde et la Chine sont les plus gros importateurs de pétrole iranien et la Turquie et la Corée du Sud sont dans le top 10 des importateurs. Avant que de regarder aux conséquences imprévues de la vendetta de Washington contre l'Iran, voyons quel est le problème de Washington avec ce pays ?

Franchement, Washington n'a rien à faire valoir. Nous sommes, une fois de plus, revenus à la supercherie "des armes de destruction massives". L'Iran, à l'inverse d'Israël, est signataire du traité de non prolifération nucléaire. Tout pays signataire a le droit à l'énergie nucléaire. Washington affirme que l'Iran viole le traité en développant un programme nucléaire militaire. Il n'y a absolument aucune preuve des accusations de Washington. Washington possède 16 agences de renseignement et toutes sont unanimes pour dire que l'Iran n'a pas de programme nucléaire militaire pour faire des armes nucléaires depuis au moins 2003. De plus les inspecteurs de l'AIEA sont en Iran et ont rapporté de manière constante qu'il n'y a pas de diversion de matériel nucléaire de son programme énergétique vers un programme d'armement.

Les quelques rares fois où on rappelle à Washington ces faits, elle rend l'affaire différente. Washington déclare alors les droits de l'Iran sous les conditions du traité de non prolifération invalides, que l'Iran ne peut pas avoir un programme nucléaire énergétique, parce que l'Iran apprendrait alors à faire des armes nucléaires dans le futur et ainsi d'obtenir la bombe. La première nation hégémonique mondiale a décidé unilatéralement que la possibilité que l'Iran puisse un jour décider de construire une bombe atomique, est un trop grand risque à courir. C'est mieux, dit Washington, de faire monter les prix du pétrole, de perturber l'économie mondiale, de violer la loi internationale et de risquer une guerre majeure, que d'avoir à se soucier qu'un gouvernement iranien futur fasse une arme nucléaire. Ceci est l'approche tyrannique de la loi de Jeremy Bentham, qui fut répudiée par le système légal anglo-saxon.

Il est difficile de caractériser la position de Washington comme étant une position de bon jugement. De plus, Washington n'a jamais expliqué quel risque elle voit dans la possibilité de la possession de l'arme nucléaire par l'Iran. Pourquoi ce risque serait-il plus grand que le risque associé avec l'armement nucléaire soviétique à l'époque, ou avec l'armement nucléaire des Etats-Unis, de la Russie, de la Chine, d'Israël, du Pakistan, de l'Inde et de la Corée du Nord aujourd'hui? L'Iran est un pays relativement petit. Elle n'a pas l'ambition hégémonique de Washington. Contrairement à Washington, l'Iran n'est pas en

guerre avec une demi-douzaine de pays. Pourquoi Washington détruit-elle la réputation des Etats-Unis comme un pays qui respecte la loi et risque une guerre majeure et une dislocation économique à propos de quelques développements futurs, dont la probabilité est totalement inconnue ?

Il n'y a pas de bonne réponse à cette question. Manquant de preuve dans le cas contre l'Iran, Washington et Israël y ont substitué la diabolisation. Le mensonge a été établi comme vérité comme quoi le président actuel de l'Iran a l'intention de rayer Israël de la surface de la terre.

Le mensonge a eu le succès escompté comme propagande alors même que de nombreux experts en langues ont prouvé que l'intention attribuée au président iranien par la machine propagandiste américano-israélienne est un énorme contre-sens dans la traduction de ce que le président iranien a dit. Une fois de plus, pour Washington et ses presstituéés, les faits ne comptent pas. Seul l'agenda est ce qui compte. N'importe quel mensonge sera utilisé pour faire avancer cet agenda.

Les sanctions de Washington pourraient bien finir par mordre Washington plus fort qu'elles ne mordent l'Iran.

Que fera Washington si l'Inde, la Chine, la Turquie et la Corée du Sud ne succombent pas à ses menaces ?

D'après des rapports récents, l'Inde et la Chine ne sont pas favorables à se désavantager elles-mêmes et à nuire à leur développement économique afin de supporter Washington dans sa vendetta contre l'Iran. Ayant observé la montée rapide de la Chine et l'immunité de la Corée du Nord contre une attaque américaine, la Corée du Sud peut légitimement se demander combien de temps encore elle restera un état marionnette des Etats-Unis. La Turquie, où le gouvernement civil et quelque peu islamiste a réussi à devenir indépendant de l'armée turque contrôlée par les Etats-Unis, apparaît réaliser peu à peu que Washington et l'OTAN ont cantonné la Turquie dans un "rôle de serviteur" dans lequel la Turquie est l'agent de Washington contre ses pairs. Le gouvernement turc semble réévaluer les bénéfices d'être un pion de Washington.

Ce que la Turquie et la Corée du Sud ont à décider est en fait de prendre la décision pour que ces pays soient des pays indépendants ou assimilés dans l'empire de Washington.

Le succès de l'assaut américano-israélien sur l'indépendance de l'Iran dépend de l'Inde et de la Chine. Si l'Inde et la Chine montrent leur majeur à Washington, que peut-elle faire ? Absolument rien. Que se passera-t'il si Washington, noyée dans ses délires gigantesques, venait à annoncer des sanctions contre l'Inde et la Chine ?

Les rayons de Wal-Mart resteront vides et le plus gros distributeur des Etats-Unis viendrait marteler la porte de la Maison Blanche.

Apple et bon nombre de grosses corporations influentes américaines, qui ont délocalisées leur production pour le marché américain en Chine, verraient leurs profits s'évaporer. Ensemble, avec leurs alliés de Wall Street, ces entreprises très puissantes viendraient prendre d'assaut le fou de la Maison blanche avec bien plus de force que l'Armée Rouge. Le surplus commercial chinois arrêterait de venir renflouer la dette de la trésorerie américaine. Les opérations bancaires délocalisées en sous-traitance en Inde, les compagnies de cartes de crédit et les départements de services et d'utilités à travers les Etats-Unis cesseraient de fonctionner.

Ce serait le domaine du chaos aux Etats-Unis. Telles sont les récompenses pour l'empire de la mondialisation que ce même empire a enfanté.

L'imbécile de la Maison Blanche et les va-t'en guerre néoconservateurs et israéliens qui le pressent de faire encore plus de guerres, ne comprennent pas que les Etats-Unis ne sont plus un pays indépendant. Les Etats-Unis ont un propriétaire: les corporations offshore et les pays étrangers dans lesquels ces corporations ont localisé leur production pour les marchés américains. Des sanctions sur l'Inde, la Chine (et la Corée du Sud) veut simplement dire des sanctions sur les entreprises américaines, des sanctions sur la Turquie veulent dire des sanctions sur un allié de l'OTAN.

La Chine, l'Inde, la Corée du Sud, la Turquie réalisent-elles qu'elles ont en leur possession la donne gagnante ? Compréhendent-elles qu'elles peuvent montrer leur majeur à l'empire américain et l'amener à l'effondrement, ou sont-elles conditionnées comme l'Europe et le reste du monde au fait qu'il est vain de résister aux Américains tous puissants ?

La Chine et l'Inde exerceront-elles leur puissance sur les Etats-Unis ou ces deux pays vont-ils tempérer l'affaire et adopter une pose qui sauvera la face de Washington tout en continuant à acheter le pétrole iranien ?

La réponse à cette question est: Combien les Etats-Unis vont-ils payer secrètement en concessions multiples, comme par exemple la sortie des Etats-Unis de la Mer de Chine du Sud, pour que la Chine et l'Inde prétendent à la reconnaissance de la puissance américaine sur le reste du monde ?

Sans concessions à la Chine et à l'Inde, Washington se verra très sûrement ignorée et contempera sa puissance s'évaporer. Un pays qui ne peut pas produire industriellement et produire des biens de consommation, mais ne peut qu'imprimer des instruments d'endettement et de la monnaie n'est pas un pays puissant. Il n'est qu'un petit caïd de cour de récréation qui peut continuer à rouler des mécaniques jusqu'à ce que le garçon proverbial dise: "L'empereur est nu".

Paul Craig Roberts

Article original en anglais : Traduction : Résistance 71, <http://resistance71.wordpress.com/>

Le 15 avril 2012

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca)

Le blog de Paul Craig Roberts : <http://www.paulcraigroberts.org/>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19